

20619 - Sarreguemines.

Chef-lieu d'arrondissement et de canton. A pour annexes les moulins de Steinbach et de Limbach ou Perrückmühl et la chapelle Sainte-Croix.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé, 27 décembre 2021.

Administration générale.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1870

20619/1

Arrondissement de Sarreguemines.

1815 - 1864

Maires et adjoints.

Document de travail préparant les élections (avec tableau des candidats proposés à Saint-Jean-Rohrbach, Petite-Rosselle, Lixing et Siersthal, c. 1839).

Réponses des maires de Forbach et Bitche relatives à la division du corps électoral en sections conformément aux prescriptions du décret de l'assemblée nationale du 3 juillet 1848 sur la réorganisation des administrations municipales (avec instructions relatives à des incompatibilités des fonctions à Puttelange et Folschviller et à l'inscription de l'instituteur de Landroff sur la liste des électeurs, 1848).

Instruction publique.

Transmission au sous-préfet des projets de travaux aux écoles subventionnés par le gouvernement (avec état des secours destinés aux besoins de l'instruction primaire dans l'arrondissement, 1832).

Observations au sous-préfet rejetant les demandes de subventions présentées par les maires de Porcellette, Macheren, Kirviller, Blies-Schweyen et Rouhling (1843, 1844).

Comptabilité.

Instruction ordonnant au sous-préfet de continuer à porter sur le rôle général les cotisations imposées pour le paiement des gardes champêtres et indiquant que le recouvrement en sera fait de gré à gré (1819).

Instruction ordonnant le paiement de 160,32F dus à l'administration des contributions directes pour révision des évaluations cadastrales et impressions (avec votes de crédits des communes de Rimeling, Alsting-Zinzing et Sarralbe, 1863, 1864).

Personnel.

Instruction demandant des renseignements au sous-préfet sur les budgets des villes de Sarreguemines, pour le traitement de l'aumônier du collège, et de Bitche pour ceux des vicaires (1829).

Observations indiquant au sous-préfet que la réduction à 250F des traitements des vicaires de Louperhouse et Macheren est facultative compte tenu de leurs recettes suffisantes (1832).

Avis du receveur particulier des finances sur le teneur de livres Détang (1847).

Vente des biens nationaux.

Sursis accordé aux sieurs Carlier et Boh de Sarreguemines pour le paiement d'environ 20000F dus pour la vente des biens faite en leur faveur en 1813 : instruction rejetant la réclamation des créanciers tendant à obtenir un délai de paiement (1815) ; décisions accordant des délais de paiements aux créanciers (1818, 1819).

Rejet de la réclamation des experts des domaines Dromery, Denis et Gosset de Sarreguemines tendant à obtenir le paiement de 710F, montant des vacations employés pour l'expertise des biens communaux dans les cantons de Bliescastel et Valdemohr (1818-1823).

Main-levée de trois inscriptions hypothécaires prises sur les biens de Nicolas Didier et Léopold Hertz de Sarreguemines pour sûreté du prix des ventes faites en leur faveur en vertu de la loi du 20 mars 1813 (1824).

Bâtiments.

Observations au sous-préfet relatives aux plaintes reprochant à l'architecte Schwartz de rédiger des devis excédents les ressources des communes (avec rapport de l'architecte et note sur les devis remis, 1829, 1830).

20619/2

Autorités municipales.

1865 - 1868

Maires et adjoints.

Révocation du maire Pigeard après une plainte du député d'arrondissement de Geiger pour diffamation (1867, 1868 avec Le petit glaneur, 22e année, n° 21 du 22 mai 1867 et Le courrier de la Moselle, 39e année, n° 61 du 21 mai 1867).

Procès-verbal d'installation du maire Alexandre-Godefroy-Frédéric-Maximilien de Geiger, baron, et de l'adjoint François Chabert (1868).

Conseillers.

Remplacements des démissionnaires Antoine-Nicolas-Victor Walter, notaire, et Nicolas-Bertrand Algan père, et de feu Simon Martin, chandelier, Nicolas Dieder, pensionnaire militaire, Jean-Valentin-Barthélemy Barth, négociant, et André Schwartz, tanneur, par Antoine Algan fils, marchand de vins, Becker, Pierre Haffner et Pierre Massing, fabricants, de Langenhagen, docteur et Veil, notaire (avec bulletins de votes et lettre de démission du médecin Guillaume, 1865-1867).

20619/3

Affaires générales.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1869

Police du maire.

Lettre transmettant l'affiche du règlement de police de la ville (avec affiche, 1836).

Observations et approbation de l'arrêté du maire interdisant l'entrée dans la ville des viandes dépecées (1849).

Arrêtés du maire approuvés relatifs : - à la fermeture des colombiers (1854) ; - à la délégation du commissaire de police Fischer pour viser les passeports (1864).

Affaires militaires.

Mise à disposition à titre d'acompte de 800F placés au Trésor pour les frais de la guerre d'Angleterre (ave état des paiements faits par la Caisse d'amortissement, an XII).

Rejet d'une délibération votant un crédit de 395F pour solder les frais occasionnés par le bal donné aux officiers du régiment de chasseurs du Gard et le vin distribué aux sous-officiers et aux soldats (1819).

Approbation du vote d'un crédit de 800F pour couvrir les dépenses occasionnées par la réception du 6e régiment de hussards arrivant d'Espagne (1823).

Instruction ordonnant la surveillance du jeune soldat insoumis Joseph-François Depré, arrêté en Russie et renvoyé en France (1866).

Garnison : rapport relatif à la réclamation du baron de Geiger tendant à ce que l'effectif de la garnison de Saint-Avold soit maintenu (1865) ; vœu du conseil municipal tendant à obtenir le retour en possession de la garnison de cavalerie (1866) ; projet de suppression du régiment et d'aliénation des bâtiments militaires (concerne aussi l'opposition politique entre le maire Pigeard et le baron de Geiger, 1867) ; projet d'aliénation des casernes et retrait des deux batteries d'artillerie en garnison remplacées provisoirement par un escadron du 3e régiment de dragons (1869).

Etablissements industriels.

Instruction demandant des renseignements relatifs à la demande présentée par Xavier Dubois de Forbach tendant à obtenir l'autorisation d'établir une fonderie de suifs près de Sarreguemines (1826).

Approbation de l'indemnité de 1641,15F en faveur des sieurs Fabry et Utzschneider, propriétaires de la faïencerie, pour la brèche pratiquée dans la digue de prise d'eau de leurs usines et pour le chômage des moulins pendant la reconstruction du pont de la Sarre situé sur la route royale n° 74 de Châlons à Sarreguemines (avec réclamation du meunier Pinck, 1831, 1832).

Avis du sous-préfet favorable au maintien en activité à Steinbach de la distillerie d'Adolphe Fistié (1845).

Arrêté du préfet autorisant Georges Hamm à établir un four à réverbère pour la fusion des métaux devant entrer dans la composition des cloches (1851).

Convention entre le mécanicien Georges Hamm et le propriétaire Jean-Pierre Dehlinger relatif à la dissolution d'une société en nom collectif (1860).

Assistance publique.

Bureau de bienfaisance : demande approuvée du receveur du bureau tendant à obtenir le remboursement de 4400F placés au Trésor pour acheter des rentes sur l'Etat (1829) ; remboursement de 4250F placés au Trésor pour acheter d'une rente de 300F sur l'Etat (1848).

Autorisation de payer 432,50F pour procurer du pain aux indigents et renoncement de la ville à l'emprunt de 1000F au bureau de bienfaisance autorisé en juillet (1832).

Instruction demandant l'acte de naissance de l'enfant de feu Hortense Lemoy, native d'Ancemont dans la Meuse et décédée à l'hôpital Bon-Secours (1860).

Manifestation officielle.

Autorisation d'imputer sur l'excédent du produit de la vente de la coupe affouagère la somme de 200F pour solder les dépenses occasionnées par le passage du roi (1831).

Cultes.

Rejet de la réclamation de la fabrique se plaignant de la demande du conseil municipal tendant à obtenir des preuves avant de voter une subvention de 829,65F pour combler l'excédent de dépenses (1841).

Instruction publique.

Instruction ordonnant au sous-préfet de fournir des renseignements sur les motifs du vote d'un crédit supplémentaire insuffisant pour solder l'indemnité due au collègue (1849).

Ordre public.

Lettre du procureur impérial recommandant à l'attention du sous-préfet le jeune Louis Doubs, arrêté dans la ville pour cause de mendicité (1862).

20619/3/1

Règlement de police.

Affiche imprimée à Sarreguemines chez Michel Weisse, imprimeur-libraire et lithographe.

1836

20619/14

Personnel.

1806 - 1861

Commissaire de police.

Observations proposant la nomination d'un commissaire, ordonnant la suppression des dénominations de sergents et de chasse-pauvres et interdisant l'allocation d'un traitement d'agent de police en faveur de l'adjoint (1838).

Secrétaires de mairie.

Instructions indiquant au sous-préfet la marche à suivre pour régler une dette de 3913F due aux héritiers de l'ancien greffier Becker, décédé en l'an VIII (1818).

Indemnités des enrôlements volontaires : autorisation d'abandonner au greffier une somme de 12F versée à la ville pour liquider les indemnités dues en raison des enrôlements de 1827 (1828) ; rejet de la réclamation du maire tendant à verser au greffier une somme de 54F délivrée par le sous-intendant militaire Julien pour 18 enrôlements (1829).

Sage-femme.

Approbation du refus du conseil municipal de verser une indemnité ou une pension à raison du service rendu par Marie-Catherine Tomy, veuve de Jean-Pierre Blanchet, pendant plus de 30 ans (1830).

Taupier.

Rejet de la délibération nommant un taupier salarié sur les fonds communaux (1833).

Desservants.

Vicaires : arrêté rejetant la proposition du conseil municipal tendant à faire financer les traitements de l'an XIII par les fonds placés au Trésor et ordonnant l'établissement d'un octroi (1806) ; instructions rejetant la proposition de voter une imposition extraordinaire pour financer les traitements et ordonnant la création de l'octroi (1806) ; rejet de la proposition du sous-préfet de réduire à 250F les suppléments de traitements votés par le conseil municipal (1831).

Paiement de 175F aux héritiers de feu le rabbin Gabriel Mendel (avec attestations du marchand de meubles Michel Wimphen et du négociant Isaac Grombach, acte de décès du rabbin et testament de 1841, 1850).

Instituteurs.

Autorisation de payer une indemnité de 40F à l'ancien instituteur Heilig pour travaux d'amélioration exécutés dans le jardin communal dont il jouissait (1833).

Autorisation de payer un supplément de traitement de 150F (1833).

Rectification du budget pour maintenir à 1800F le traitement réduit à 1700F par la ville en raison de la gratuité scolaire (1851, 1852).

Instruction portant observations au sous-préfet relatives à la confusion faite au budget dans un seul crédit du traitement de l'instituteur avec ceux des fonctionnaires du collège (1855).

Approbation de la délibération distinguant le traitement de l'instituteur Hanriot de celui de son adjoint (1856).

Gardes champêtres.

Arrêté autorisant le maire à payer 346,82F pour solder les anciens gardes champêtres et forestiers Scharton, Dussort, Hein et Becker (1809).

Approbation de la délibération nommant un troisième garde et votant un crédit de 175F à cet effet (1833).

Autorisation de payer 50F à Jean Bernard (1833).

Révocations de : - Jean Bernard, Jacques Muller et Balthazard Klein pour les remplacer par Philippe Barré et Jean Vincent (1843) ;
- de Barré et Vincent pour les remplacer par Jean Bernard et Balthazard Klein (1844).

Remplacement de feu Klein par Jean Varré (1854).

Nominations comme gardes messiers gratuits des jardiniers Claude-Barthélemy Maguin, Jacques Tribout, Pierre Sibille, Jean-Pierre-Nicolas Brouant, Georges Beck et Dominique Thiriet (1854).

Approbation d'une délibération portant à 400F les salaires des sieurs Pécheur et Varré (avec observations approuvant le vote d'un secours annuel en faveur du garde retraité Bernard, 1856).

Remplacement du démissionnaire Varré, nommé gardien de la maison d'arrêt, par l'ancien militaire Jacques Hirleman (1859).

Nomination du taupier Thiébaud Martin (1861).

Comptabilité.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

20619/4

Fournitures militaires, receveurs.

1806 - 1820

Fournitures militaires.

Instructions rejetant les réclamations : - du sieur Haur tendant à obtenir le paiement de 32,58F pour fournitures faites en 1814 (1814) ; - du sieur Corette tendant à obtenir le remboursement de 53,95F sur le produit des recouvrements effectués en vertu du rôle de nivellement pour fourniture de 500 quartes d'avoine et pour le service des hôpitaux (1820).

Receveurs.

Décision préfectorale ordonnant au percepteur Keringer de solder un mandat de 730,60F en faveur de son prédécesseur Christophe Lauer pour des avances faites pendant sa gestion (avec réclamation du négociant Charles Schmitt relative au paiement de sa créance, 1806, 1807).

20619/5

Budgets.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1860

Budget de l'an X.

Observations du sous-préfet relatives à l'apurement des comptes et au règlement des budgets communaux (avec observations sur les comptes des anciens receveurs et agents, an IX, an X).

Budget de 1811.

Extrait du budget de la ville (1811).

Budget supplémentaire de 1835.

Autorisation de faire exécuter les dépenses urgentes proposées (1835).

Budgets supplémentaire de 1855 et primitif de 1856.

Rapport du sous-préfet relatif à la délibération proposant d'accepter les avances de particuliers pour couvrir le déficit du budget de 1856 (avec délibération et avis favorable aux votes d'allocations pour financer les constructions d'un abattoir et d'une halle, 1855).

Observations au sous-préfet sur le budget supplémentaire de l'exercice de 1855 et le budget primitif pour 1856 (avec cahier d'observations, état des recettes et dépenses et état de situation des comptes du receveur en 1854, 1855).

Budget primitif de 1857.

Observations au sous-préfet et règlement du budget (avec cahier d'observations, rapport sur la situation financière, état des propriétés louées et autorisation de faire exécuter par économie des travaux aux écoles, au collège, aux pavés et aux pompes à incendie, 1856).

Budgets primitif et supplémentaire de 1858.

Budget primitif (avec cahier d'observations et état des propriétés louées, 1857).

Lettre du sous-préfet demandant l'approbation du budget supplémentaire (avec cahier d'observations à l'appui et état de situation des comptes du receveur pour l'exercice de 1857, 1858, 1859).

Budget primitif de 1859.

Cahier d'observations à l'appui (avec chapitres additionnels au budget de 1859, 1859).

Budgets supplémentaire de 1859 et primitif de 1860.

Observations du sous-préfet tendant à retenir les budgets (concerne notamment le vote d'une imposition extraordinaire pour financer l'achat d'une pompe à incendie, avec état de situation des recettes et des dépenses, cahier d'observation et état des propriétés louées, 1859, 1860).

20619/6

Vérifications des comptes.

1833 - 1868

Contrôles des comptes de gestions du receveur Keringer pour les exercices de 1832 à 1836.

Transmission au receveur municipal de deux extraits relatifs au supplément de dépenses pour les enfants trouvés (1833).

Jugement du compte de l'exercice de 1832 (avec délibération approuvant les comptes du maire et du receveur et compte de gestion annuelle du receveur, 1833, 1834).

Transmissions des jugements des comptes de gestions des exercices de 1833 à 1835 (avec comptes et délibérations, 1834-1837).

Jugements des comptes de gestions des exercices 1836, 1857 et 1858-1859 (1838, 1859, 1860).

Compétence de la Cour des comptes.

Placement des comptes de la ville sous la juridiction de la Cour des comptes (avec renseignements fournis par le receveur particulier des finances de l'arrondissement, 1857, 1858).

Compte administratif du maire.

Transmission pour examen par le préfet du compte du maire pour l'exercice de 1856 (avec compte administratif, 1857, 1858).

Contrôles des comptes de gestions du receveur Auburtin pour les exercices de 1859 à 1867.

Jugements des comptes de gestion des exercices de 1859-1860 à 1864-1865 (avec certificat du receveur relatif à l'emprunt de 40000F pour financer l'abattoir, 1863-1868).

Lettre de transmission de deux arrêts définitifs relatifs aux gestions des exercices de 1865 à 1867 (1868).

20619/7

Recettes.

1831 - 1868

Taxes sur les marchés.

Approbations des délibérations modifiant les tarifs des droits de places sur les marchés hebdomadaires et celui des grains (avec arrêté de 1852 relatif aux marchés hebdomadaires portant rappel à l'observation de l'article 12 du règlement de police, 1861).

Emprunts.

Autorisations d'emprunter : - 2000F au bureau de bienfaisance pour financer l'acquisition des terrains pour agrandir le cimetière (1832) ; - 40000F remboursables en 15 ans à partir de 1868 pour financer la construction de l'abattoir (1866-1868).

Aliénations de rentes.

Autorisations d'aliéner des rentes : - de 252F pour financer des travaux (1831) ; - de 990F pour payer les dettes et financer les projets (avec budget primitif pour 1856, 1855).

Impositions extraordinaires.

Financement des dépenses de l'instruction primaire : autorisations de lever trois centimes additionnels au principal des contributions directes pour 1856 et 1858 (1855-1857).

Autorisation de lever une imposition extraordinaire de 8304F sur trois ans pour financer l'achat d'une pompe à incendie et l'équipement des sapeurs-pompiers (avec budgets de 1859 et 1860 et approbation de l'adjudication de la fourniture de 80 vestes et pantalons en faveur de Moïse Marx, 1859-1860).

Rôle.

Extrait du rôle de la contribution mobilière et des patentes contenant l'estimation du loyer des propriétés bâties (classement des contribuables par rues, s. d.).

20619/8

Dépenses.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1853

Autorisations de dépenses.

Approbations des votes de crédits de : - 233,85F pour payer la célébration de la naissance du duc de Bordeaux, le salaire des gardes de nuit et les frais de chauffage et d'éclairage du corps de garde (1820) ; - 243F pour payer les gardes de nuit en l'absence de la garnison (1821) ; - 98,92F pour rembourser les avances faites par l'administration des domaines pour poursuivre des délinquants ruraux déclarés insolubles (1828) ; -

869,83F pour payer les droits d'enregistrement d'un terrain acheté pour la voirie, l'achat et la pose d'un réverbère, les prix d'encouragements des élèves du collège et les fournitures scolaires faites par l'imprimeur-libraire Weisse et l'instituteur (1833).

Créances.

Instructions ordonnant : - au sous-préfet d'obtenir l'autorisation d'exploiter le quart en réserve pour produire les fonds nécessaires au règlement de la dette du sieur Daubery et éviter une instance judiciaire (an X) ; - au négociant Cette de produire les pièces justificatives d'un prêt de 4378F antérieur à 1790 pour permettre la liquidation d'une dette de 6902,16F (an XIII) ; - au maire de fournir des explications sur les motifs qui ont empêché le règlement d'une dette de 730,10F au sieur Laver (1806).

Fixation à 755,53F du montant des honoraires dus à l'ingénieur des ponts et chaussées Robin pour rédactions de projets non exécutés et inscription d'office au budget de la dette (concerne notamment le plan de l'ancien hôtel de Chamborand, 1820-1823).

Rejet des réclamations d'André Baar de Neunkirch tendant à obtenir le remboursement d'un prêt de 8055,67F fait en 1785 par feu le capitaine Frédéric-Louis d'Aubery, son beau-père, et déclaré dette nationale (1820, 1827).

Frais de confection des registres d'état civil.

Fixation du nombre de feuilles à payer pour 1837 (avec autorisation donnée au maire de refuser d'inscrire dans les actes les prénoms des enfants israélites s'écartant des termes de la loi du 11 germinal an XI, 1836).

Réduction des frais de confection des registres de 236,70F à 126,10F (1852, 1853).

Octroi municipal.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1870

20619/9

Tarifs et règlements.

1806 - 1870

Etablissement d'un octroi.

Instructions ordonnant la création de l'octroi : arrêtés rejetant la demande tendant à financer le traitement du desservant sur les fonds placés à la Caisse d'amortissement et ordonnant l'établissement d'un octroi pour financer les salaires des vicaires (1806) ; observations du préfet rejetant le projet de souscription pour financer la création de deux postes de vicaires (1806) ; classement sans suite d'une plainte de la ville contre le sous-préfet relative notamment à l'établissement du tribunal de 1ère instance dans le couvent des capucins (1807) ; arrêté ordonnant de faire délibérer le conseil municipal sur les moyens d'acquitter les dettes postérieures à 1793 (1807) ; instruction ministérielle demandant des explications relatives à la réclamation de la ville contre quelques dispositions prises par le préfet en arrêtant le budget de 1808 notamment en ce qui concerne le collège (avec rapport du sous-préfet sur une demande de réintégration de fonds placés au Trésor, 1807-1808) ; procès-verbal de vérification du registre des délibérations (1808) ; rapport du sous-préfet sur le projet de budget pour 1808 et les ressources de la ville (1808) ; instructions ordonnant la création d'un octroi pour régler la situation financière de la ville (1810) ; rapport du sous-préfet approuvant la délibération relative à la situation financière et refusant d'établir un octroi (1810).

Transmission du projet de règlement de l'octroi à l'administration centrale (avec observations du préfet sur les projets de tarifs et règlements, 1811).

Approbation des tarifs et règlements pour mise en exécution : observations refusant de mettre en exécution des projets de travaux (1811, 1812) ; observations du préfet sur le nouveau tarif augmenté proposé par le conseil municipal (avec projet de règlement, 1812) ; approbation provisoire (1812) ; instructions ordonnant au conseil municipal de fixer les frais présumés et précisant que les quelques modifications apportées au tarif ne réduisent pas le produit (1812) ; approbation définitive (avec tarif et règlement, 1812).

Projet d'augmentation du tarif proposé par la ville.

Observations rejetant la proposition de faire percevoir l'octroi par la régie des impositions indirectes et le projet d'établir un droit d'entrée (1814, 1815).

Instructions portant observations sur le projet d'augmentation (1815).

Arrêté du préfet approuvant provisoirement le nouveau tarif proposé (1816).

Instructions ordonnant la rectification des articles du tarif contraires à la loi du 8 décembre 1814 et à l'ordonnance du 9 décembre 1814 (1816).

Approbation du nouveau tarif rectifié conformément aux observations (1816).

Révision des tarifs et règlements.

Transmission au préfet du règlement adopté en 1812 et du tarif en vigueur depuis 1816 (avec affiche du tarif et règlement, 1823).

Observations du directeur de l'administration des contributions indirectes relatives aux tarifs et règlements votés par les villes de Bitche, Saint-Avold et Sarreguemines (1823).

Approbation de la révision (avec nouveaux tarifs et règlements, 1823, 1824).

Modifications du tarif.

Suppression du droit d'1,25F imposé sur les porcs (1832).

Autorisation d'augmenter de 50 centimes par hectolitres le droit perçu sur la bière importée (1835).

Observations du directeur départemental des contributions indirectes rejetant la délibération tendant à faire changer le mode de perception du droit perçu sur les bières fabriquées par les brasseurs de la ville (1846).

Observations approuvant la délibération tendant à faire modifier le tarif en ce qui concerne le foin non bottelé et proposant d'appliquer le tarif en vigueur à Metz (1849).

Transmission du tarif rectifié conformément au décret du 17 mars 1852 (avec affiche du tarif, 1852).

Révision du tarif et du règlement en ce qui concerne le mode de perception.

Rejet par le ministre de l'intérieur du projet de révision du tarif proposé par la ville pour couvrir les dépenses extraordinaires (1854, 1855).

Observations ministérielles et approbation des nouveaux tarif et règlement substituant au mode de perception à bureau central l'encaissement dans deux bureaux placés aux entrées (avec affiche, 1855-1857).

Règlement et tarif (avec affiche, 1857).

Révision en augmentation du tarif et règlement supplémentaire.

Etablissement d'un nouveau projet conformément aux observations sur les modifications proposées (1863).

Observations ministérielles et approbation (avec 3 affiches du tarif révisé et du règlement supplémentaire, 1864).

Observations sur la taxe des grains oléagineux et approbation du complément du tarif révisé (1864).

Exécution du décret du 12 février 1870 portant règlement d'administration publique.

Instruction au sous-préfet relative à l'exécution en ce qui concerne les octrois des articles 8 à 10 de la loi du 10 juillet 1867 sur les conseils municipaux (concerne aussi l'octroi de Bitche, 1870).

20619/9/1

Tarif de l'octroi municipal de la ville de Sarreguemines établi par l'ordonnance du roi du 21 août 1816.

Imprimée à Sarreguemines chez Michel Weisse.

1816

20619/9/2

Règlement et tarif de l'octroi de Sarreguemines.

Imprimerie d'Antoine Weisse.

1857

20619/9/3

Tarif révisé et règlement supplémentaire de l'octroi de Sarreguemines.

1864

20619/9/4

Tarif de l'octroi de Sarreguemines, approuvé par décret du 4 juin 1864, lequel tarif et le règlement supplémentaire annexés audit décret, seront exécutoires à partir du 25 juillet 1864.

Imprimerie d'Antoine Weisse.

1864

20619/10

Fonctionnement.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1870

Comptabilité.

Transmission des états de recettes et de dépenses : lettre du maire accusant réception d'une instruction préfectorale (an VIII) ; instruction au sous-préfet ordonnant que les villes de Saint-Avold et Bitche envoient leurs bordereaux à la fin de chaque trimestre (an XIII).

Autorisation de faire usage du registre T dit de petit comptant pour inscrire les perceptions de droits d'octrois de 60 centimes et au-dessous (1868).

Frais de perceptions.

Fixations du montant : - à 1675F (1816) ; - 1675F (concerne aussi les autres octrois du département, 1823, 1824) ; - à 1795F (1833) ; - à 1740F (1841) ; - à 2200F (1850) ; - à 2900F (1854, 1855) ; - à 3000F (avec fixation des montants des cautionnements versés par les receveurs, 1855, 1857) ; - à 3600F (1857, 1858) ; - à 4300F (1861) ; - à 6200F (1864) ; - à 7800F (1866).

Observations ordonnant la rectification des états des dépenses et des frais présentant une différence de 200F (s. d.).

Personnel.

Renseignements sur l'ancien capitaine d'artillerie Jacques Kegler (s. d.).

Préposés-surveillants : nominations de Jacques Saxe, Jean-Claude Reb et Louis-Joseph Biache (1821) ; remplacements de l'infirme Biache par Nicolas Ziegler (1822) et de feu Reb par l'ancien gendarme Henri Böhm de Woustviller (1823) ; nominations des gardes champêtres Louis

Bintz et Georges Hamm (1825) ; suspensions d'un mois prononcées contre Corbier et Jacques-Nicolas Graffion (1853, 1854) ; remplacements du révoqué Joseph-Louis Corbier par l'ancien tanneur Jean-Louis Decker (1854) et du démissionnaire Decker par l'ancien militaire Joseph Rohr (1856) ; révocation du préposé et surveillant de l'abattoir Dominique Ziegler (1856) ; remplacements du démissionnaire Rohr par l'ancien militaire Jean Jung (1857), de feu Jean-Jacques-Nicolas Graffion par l'ancien militaire Jean-Nicolas Hasselvander (1857), du démissionnaire Hasselvander, souffrant de ses blessures de guerre, par l'ancien militaire pensionné Nicolas Limberger (1857) et de feu Zieger par Jean-Jacques Deuber (1857) ; arrêté du sous-préfet suspendant Deuber pendant 15 jours avec privation de traitement (1861) ; remplacements du révoqué Deuber par l'ancien sous-officier d'infanterie Jean-Nicolas Lutz (1868) et du démissionnaire Auguste Bour par l'ancien sous-officier pensionné Nicolas Kauffling (1870).

Receveurs : observations sur la proposition du conseil municipal d'augmenter le traitement de 200F pour le porter à 800F (1853, 1854) ; remplacement du démissionnaire du bureau central Banset, nommé concierge des bâtiments militaires de Saint-Avold, par Jean-François Renaud (1856) ; nomination de Paul Kraff au second bureau (avec avis d'approuver les montants des cautionnements proposés pour Kraff et Renaud, 1857) ; remplacement du révoqué Kraff par l'ancien militaire Georges Rouff (1857, 1858) ; nomination au 3e bureau de Nicolas Zimmerger (1866) ; régularisation de la nomination de Renaud au nouveau poste de préposé en chef, remplacements de Renaud par Zimmerger et de Zimmerger par le receveur de 2e classe Jean-Pierre Wagner (1866-1869) ; certificat de réception du cautionnement versé par Marchal (1869).

Modes d'exploitations.

Approbation du refus du maire de verser une indemnité au receveur de la régie des contributions indirectes Sautel, chargé de la perception des droits sur les boissons (1826).

Equipement.

Avis du conseil municipal défavorable à la proposition de l'administration d'établir un bureau de recettes et de vérifications aux principales issues de la ville (1833).

Constructions de deux bureaux en charpente : délibération approuvée portant demande d'autorisation d'adjuger les travaux (1856) ; procès-verbal d'adjudication approuvé en faveur de Georges Schmitt (1856).

Autorisation donnée au maire de payer par économie l'établissement d'une bascule (1864).

Instruction approuvant le projet de construction d'un bureau dressé par l'architecte Desgranges et autorisant l'exécution des travaux par économie (1869).

20619/11

Réclamations.

1824 - 1826

Droits d'octroi sur les combustibles consommés dans la manufacture de cailloutage.

Rejet de la pétition adressée au ministre des finances par les sieurs Fabry et Utzschneider, propriétaires de la faïencerie, tendant à être dispensés de paiement (1824).

Rayon de l'octroi.

Rejets des pétitions des habitants du hameau de Steinbach tendant à être exceptés du rayon de l'octroi (1825, 1826).

20619/12

Abonnements.

1819 - 1870

Abonnements pour frais de casernement.

Observations rejetant la proposition du conseil municipal de convertir la charge pour les frais en un abonnement du 5e du produit net de son octroi et avis favorable au vote d'un abonnement fixe et invariable de 2000F par an pendant trois ans (1819, 1820).

Règlement à 1800F pour une durée de cinq ans (1822).

Autorisations de renouvellements pour cinq ans à raison de : - 1600F par ans (1827) ; - 1800F par ans (1832, 1833) ; - 1800F par ans (avec état de renseignements pour servir de base, 1837, 1838) ; - 1800F par ans (avec états statistiques et bordereaux de recettes et de dépenses de l'octroi, 1843-1846) ; - 3000F par ans (avec états statistiques et réclamation du conseil municipal, 1847-1850) ; - 3500F par ans (avec décision ministérielle ordonnant que les frais seront perçus suivant l'effectif et au taux fixé par la loi, 1852-1855) ; - 4000F par ans (avec rejet de la proposition du conseil municipal et éta du produit net de l'octroi, 1857-1859) ; - 4000F par ans (avec relevés des recettes de l'octroi et état des droits d'octrois afférents à la garnison et à la population, 1861, 1862).

Approbation de la réclamation de la ville après la suppression de la garnison de cavalerie remplacée par un détachement d'infanterie, résiliation de l'abonnement et décision ordonnant que les frais seront prélevés à l'effectif sur états décomptés (1866).

Transmissions des états de journées d'occupations de logements militaires : approbation des états (1822) ; approbation avec observations du maire sur l'inutilité de vérifier les états (avec transmission de l'ordonnance de 1827 autorisant le renouvellement de l'abonnement, 1831) ; lettre de transmission de l'état des effectifs pendant cinq ans de la garnison de Sarreguemines (1837) ; états pour les années 1848 et 1849 (1848-1850) ; rectification des états (1853).

Fournitures de viandes et de fourrages aux troupes bavaroises.

Approbation par le ministre des finances des observations du directeur général des contributions indirectes rejetant les propositions d'abonnements des fournisseurs (concerne aussi Bitche, 1818).

Abonnements des brasseurs.

Observations du directeur des douanes et des contributions indirectes de la Moselle relatives à la proposition d'abonnement faite par les trois brasseurs de la ville (1857).

Observations et approbation de l'abonnement consenti aux brasseurs à hauteur de 1300F par ans pendant trois ans (1859).

Renouvellements de l'abonnements pour trois ans à raison de : - 1100F par ans (1863) ; - 1500F par ans (1866) ; - 1200F par ans (1870).

20619/13

Contraventions.

1816 - 1870

Boissons introduites pour la consommation des troupes bavaroises.

Décision ministérielle approuvant la réclamation du maire et invitant le duc de Wellington à donner des ordres pour que le général bavarois commandant à Sarreguemines s'acquitte des droits sur les boissons introduites dans la ville pour la consommation de ses troupes (1816).

Approbations des transactions consenties par le maire en faveur des contrevenants.

Arrangements avec : - l'aubergiste Nicolas Klopp, la veuve Chevalier (1816) ; - le journalier Jean Reisse de Metzging, le marchand épiciers Jean-Adrien Collet, le menuisier Pierre Roth, le voiturier Antoine Schweitzer de Rémering, Joseph Reinherth de Hambach, le marchand colporteur Zacharias Haas (1852) ; - le marchand épiciers Georges Schwartz, le boucher Salomon Ury pour son domestique David Rosenwald, le cultivateur Schwartz de Petit-Tenquin (avec observations), le brasseur Louis Simon, le voiturier Anna (avec observations), le cultivateur Jean Schang de Saint-Jean-Rohrbach (avec observations), le commis préposé aux fourrages militaires Lippmann (1853) ; - le cultivateur Joseph Sinstein de Diffembach-lès-Hellimer, le voiturier Antoine Dussort, Joseph Pilmès de Rémering (avec observations), le cultivateur Nicolas Kayser de Wittring, la femme Guerber (avec observations) (1854) ; - le voiturier Jean-Baptiste Baar de Welferding, le cultivateur Nicolas Klopp de Neunkirch, le cultivateur Pierre Albertus de Sarreinsming (1855) ; - le cultivateur Georges Veinstein de Givrycourt en Meurthe, le boucher Simon Joseph de Welferding, le voiturier Gaspard Baar d'Ormersviller (avec observations), le marchand d'étoffes Daniel Levy, le boucher Simon de Welferding, le sieur Veinstein (avec observations), le cultivateur Jean Mayer de Hanviller, le jardinier Jean-Baptiste Jacquemin pour sa domestique la fille Schiling (avec observations), l'huissier Isidore Cahen, les bouchers Stern Wolff et François Kestelé (avec observations), le marchand de grains Bernard Stephanus de Rohrbach (avec observations et lettre du maire demandant de la sévérité contre le jardinier Jean-Baptiste Jacquemin), les sieurs Langenhagen et Block (avec observations) (1856) ; - le cultivateur Jean Zaan de Volmunster (avec observations), le cultivateur François-Nicolas Batis de Welferding (avec observations), la demoiselle Caroline Hertz pour son domestique Jacob Muller, le commerçant André Vilbois, Moïse Franck pour son domestique Nicolas Weisse (avec observations), Caroline Hertz, Jacques Clément de Guéblange, Michel Schang de Saint-Jean-Rohrbach (avec observations), le boucher Jacob Mayer de Frauenberg, le cultivateur Christian Guerber de la ferme de Bischwald (avec observations) (1856, 1857) ; - Charles Brick de Keskestel, Jean Schang de Saint-Jean-Rohrbach (avec observations), le sieur Robin pour son domestique (1857, 1858) ; - le sieur Lhuillier (avec observations) (1865) ; - les marchands de bois Schmidt frères (1868) ; - le voiturier Mathias Meyer, l'aubergiste Pierre Georgen, le fils du marchand de bois Georges Schmitt (1869, 1870).

Rejets puis approbations des transactions consenties par le maire en faveur des contrevenants.

Modifications des arrangements avec : - le cultivateur Nicolas Eberhardt de Woustviller (1853) ; - le marchand de grains Moïse Franck et le voiturier Hesse (1854) ; - le commerçant Michel Leib et le cultivateur Nicolas Sadler de Puttelange (1854, 1855) ; - les sieurs Baar et Klopp (1855) ; - le voiturier Jean Schang de Saint-Jean-Rohrbach (1855) ; - le voiturier Jean-Pierre Karmann de Grosbiederstroff (1864, 1865) ; - le sieur Boninselle (avec observations, 1869).

Biens communaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

20619/15

Propriété, opérations immobilières, cens, mise en valeur, affouages, exploitation, troupeau.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Propriété.

Approbation de la réclamation du maire tendant à faire excepter de la vente des biens communaux deux maisons de pâtres situées dans la rue d'Or, et deux terrains situés sur les bords de la Sarre, l'un loué à Michel Gaspard, l'autre servant de chantier au charpentier Nicolas Boh (1813).

Renvoi devant les tribunaux de la réclamation de la demoiselle Christine Mayer revendiquant la propriété d'un terrain exproprié destiné à servir de fosse pour les fumiers de la caserne de cavalerie (1817).

Approbation du mémoire rédigé par le directeur des domaines en réponse à une citation signifiée par les époux Guerber relative à l'exercice d'un droit de servitude dans leur jardin attenant aux bâtiments de la caserne de gendarmerie (1826, 1827).

Autorisation donnée au maire de traduire devant les tribunaux le cultivateur Gaspard Lamy de Neunkirch pour le faire condamner à restituer un terrain usurpé (1834, 1835).

Acquisitions immobilières.

Autorisation d'acheter un terrain à Georges Boh afin d'établir un chemin entre la rue du Vieux-Pont et le nouveau pont en construction sur la Sarre (1832).

Autorisation de payer 59,95F pour purger les hypothèques légales grevant un terrain acquis des héritiers de Georges Boh pour agrandir un quai (1834).

Achat d'une portion de jardin appartenant à l'entrepreneur Jean-Baptiste Herber et dépendant du chemin, établi en 1824, qui communique de l'ancienne à la nouvelle route aux abords du pont de la Sarre et qui conduit à Guerschviller (avec paiement de 243,39F aux héritiers du rentier Jean-Jacques Huyn, colloqués sur la ville, 1836, 1842-1845 avec Affiches, annonces et avis divers de la ville et de l'arrondissement de Sarreguemines, 24^e année, n° 27 du 12 juillet 1844).

Aliénations.

Autorisations de vendre : - un terrain situé au canton Steinbachberg pour financer la construction d'une digue en chaussée et d'une école (1832) ; - aux sieurs Blanda et Schneider une portion de pré servant à l'enfouissement des animaux morts (concerne aussi l'achat d'une portion de jardin à Herber pour élargir le chemin vicinal ordinaire conduisant au moulin de Limbach, 1833-1836) ; - au négociant François Desalles un terrain en friche longeant le chemin de grande communication n° 14 de Sarreguemines au Bas-Rhin (avec approbation de l'acte de vente, 1859-1861).

Approbation de l'indemnité de 61,50F proposée par la Compagnie des chemins de fer de l'est pour cession d'une parcelle destinée à la construction de la ligne de Thionville à Niederbronn (1866).

Avis favorable à la vente à l'officier supérieur retraité Florentin-Joseph Arquembourg de la partie de l'ancienne rue des Fumiers comprise entre la voie rectifiée sur l'avenue de la Gare et le terrain réservé pour le bureau de l'octroi (avec plan et observations sur le paiement des droits de timbre et d'enregistrement, 1869, 1870).

Rentes foncières.

Autorisations de remboursements des capitaux en faveur de : - 36 personnes (avec liste nominative, 1834) ; - de Jean-Baptiste Metzger, fondé de pouvoir de la demoiselle Pauline Houdlette de Strasbourg, pour la maison de son beau-père Louis-François Lanner (1857) ; - du confiseur Antoine Kremer pour un jardin situé au canton Almeth (1861) ; - François Desalles (1866).

Mise en valeur des terrains incultes.

Délibération déclarant sans objet la loi du 24 juillet 1860 relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes (1867).

Lots d'affouages.

Arrêté rejetant les réclamations d'Elisabeth Dauphin et de la veuve Stein tendant à conserver leurs jouissances (1809).

Instruction approuvant la réclamation de Louis Decker et Jacques Nécesson, adjudicataires des coupes dans les bois domaniaux, et ordonnant au sous-préfet de rappeler l'interdiction de vendre les lots d'affouages reçus par les particuliers (1819).

Exploitation.

Autorisation de vendre deux grilles en fonte, des poids anciens, deux paires de vieilles fenêtres, 10 grandes tringles en fer, trois lustres de cristal, 15 quinquets, deux cors en fonte, deux bancs, deux chandeliers en cuivre, un baril de chlorure et un fourneau (1835).

Rejet de la réclamation du fermier de la pêche dans la Sarre Michel Best tendant à faire interdire l'extraction de sable faite dans la rivière par les sieurs Dubois et Martin (1836).

Arbres et branchages : autorisation de vendre les arbres dépérissants sur le chemin vicinal ordinaire de Sarreguemines à Steinbach (1836, 1837) ; arrêté approuvant les soumissions faites pour l'achat des branchages provenant de l'élagage de la plantation des routes départementales n° 3, 6, 8 et 9 (1856).

Locations des baraques des foires et marchés : instruction rejetant la réclamation de Louis Schmitt, adjudicataire depuis 1819 des droits de places, tendant à faire diminuer le prix du bail (1820) ; arrêté approuvant la réclamation du sieur Vilbois, caution de l'adjudicataire Roos, tendant à faire résilier le bail de trois ans (1863).

Locations de terrains : arrêté relatif à l'affectation, pour l'entretien du collège, du produit de la location pour six ans d'un terrain qui servait de passage aux bestiaux (an XII) ; instruction demandant l'avis du sous-préfet sur la réclamation du sieur Boutay tendant à être subrogé aux droits du sieur Lauer, adjudicataire pour six ans d'un terrain situé sur la rive gauche de la Sarre et servant de dépôt pour les bois de marine (1806) ; approbation de la remise de 91,66F votée en faveur du sieur Pinard, locataire du pré dit Fuderstenbrühl, en raison des dommages causés par l'inondation du 29 octobre (1825) ; autorisation de louer pendant neuf ans à Georges Boh un terrain situé près du chemin conduisant de Steinbach au champ de manoeuvre (1830) ; instruction approuvant le renouvellement du bail de location à Catherine Wild, veuve Petitjean, d'une partie du terrain dit Fuderstenbrühl (1858) ; bail de location pour trois ans en faveur du maître d'hôtel Jean-Baptiste Boh dit Henry d'une partie de la place de la sous-préfecture pour servir de lieu de stationnement (1867).

Troupeau commun.

Parcours et vaine pâture : approbation du nouveau règlement (an IX) ; arrêtés du maire approuvés interdisant la vaine pâture du troupeau de chèvres et de porcs sur les terres de la ville (1852) et celle des troupeaux de moutons (1853).

Parcage des moutons : instruction rejetant la réclamation du sieur Messener tendant à faire résilier son adjudication pendant trois ans du droit de parcage compte tenu de la diminution du nombre de moutons (1819) ; renvoi devant les tribunaux de la réclamation d'Antoine Meissner, adjudicataire du parc des moutons, tendant à faire annuler son bail (1824).

20619/16

Réseaux d'eaux.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1870

Puits.

Arrêté autorisant les travaux de réparations d'un puits (an XIV).

Construction d'un puits à Steinbach : autorisation d'exécuter les travaux (1834) ; approbation du vote de 469,65F (1836).

Approbation d'une délibération mettant 4F à la charge de l'avoué Jean-Pierre Rouff pour les travaux de fouilles exécutés afin de démontrer que le conduit communal n'est pas à l'origine de la corruption des eaux de son puits (1857, 1858).

Construction d'un aqueduc sous la direction de l'architecte Robin.

Adjudication des travaux en faveur de Victor Decker et paiements d'acomptes (1845).

Réception des travaux et paiement du solde dû à l'entrepreneur (avec devis de 1844 relatif à la construction d'un conduit souterrain dans les rues du Quartier, de la Chapelle et de Sainte-Croix, 1846).

Fontaines.

Approbation des réparations exécutées à la fontaine du marché et autorisation de les compléter et de payer l'entrepreneur (an XIII).

Autorisation de faire exécuter par voie d'économie les réparations aux fontaines et notamment à celle de la place du marché (1834).

Approbation du vote d'un crédit supplémentaire de 1000F pour financer la réparation de la fontaine de la place (avec état de la dépense constatée, 1834).

Construction d'une fontaine sur la place de la sous-préfecture alimentée par une source située à Neunkirch : autorisation donnée à la ville d'acquérir de Nicolas Thirion et Gaspard Lamy un terrain où se trouve une source et un autre contigu (1840, 1841) ; rejet par le ministre de l'intérieur de la réclamation des habitants de Neunkirch contestant l'achat du terrain où se trouve la source (1841) ; approbation du projet dressé par l'architecte Schwartz et autorisation d'adjuger les travaux au rabais (1842) ; délivrance d'un mandat de remboursement de 12000F placés au Trésor pour payer les travaux exécutés par l'entrepreneur Jean Karmann de Grosbliederstroff (1843) ; paiements de l'architecte et de l'entrepreneur (avec devis et procès-verbal d'adjudication, 1842, 1843) ; approbation d'un devis supplémentaire (1844) ; réception et paiement des travaux exécutés par l'entrepreneur Karmann et le maçon Starck et des pierres fournies par le tailleur François Schmitt et transportées par le voiturier Jean-Pierre Schmitt (avec détail estimatif de 1842, 1844).

Construction d'une fontaine jaillissante et de trois bornes-fontaines : approbation du projet dressé par l'architecte Auguste Robin et autorisation d'adjuger les travaux au rabais (1848, 1849) ; rejet de la demande du conseil municipal tendant à obtenir l'autorisation de faire exécuter les travaux par économie (1848, 1849) ; adjudication des travaux au négociant Nicolas Mique, paiements d'acomptes et du solde dû à l'architecte (1849) ; rejets des réclamations de l'entrepreneur et conseiller municipal Mique tendant à obtenir le remboursement de son cautionnement par anticipation (avec procès-verbal d'adjudication de 1849, 1850) ; paiement des travaux complémentaires exécutés par l'entrepreneur et remboursement d'un goulot à valvule fourni par le marchand de fer Nicolas Mique (avec détail estimatif dressé par Robin en 1849, 1851) ; mandat de paiement des frais de surveillance à l'architecte Robin (1851).

Approbation du vote d'un crédit de 500F pour établir une borne-fontaine dans la rue de France et exécuter des réparations aux fontaines (1850).

Reconstruction de la fontaine de la place du marché : approbation du projet dressé par l'architecte Auguste Robin et autorisation de faire exécuter les travaux (1850, 1851) ; approbation du procès-verbal d'adjudication (1851) ; paiement des fournitures faites par le marchand de fer Nicolas Mique (avec un procès-verbal de réception de 1845, 1851) ; paiement d'un acompte à Jean Karmann, au serrurier Jacques Thiringer et au marchand de bois François Nécesson (avec procès-verbal d'adjudication, 1851) ; paiement des frais d'adjudication au secrétaire de la sous-préfecture Charles Brossard (1851) ; paiement du solde dû aux entrepreneurs (avec détail estimatif de 1850 relatif aux ouvrages à exécuter pour la construction du pied droit de la fontaine, 1852).

Expertise et fixation à 250F du montant de l'indemnité due au tonnelier Etienne Heim pour les dommages causés à sa maison au cours de la construction, en 1843, d'un conduit d'eau à travers son jardin (avec plan joint au procès-verbal d'expertise, 1850, 1851).

Délégation des conducteurs des ponts et chaussées Victor Weber et Robert pour exécuter les travaux de recherches de sources demandés par la ville (1870).

Concessions d'eaux.

Autorisation de concession à perpétuité, en faveur du maire Dominique-Ignace-Charles Hausen, d'une prise d'eau dans le réservoir où se jettent les eaux superflus de la fontaine (1813).

Classement sans suite du projet de concession, en faveur de l'entrepreneur Georges Boh, du trop-plein des eaux d'une citerne qu'il a construite pour recevoir les eaux du puits de la rue de la Montagne, compte tenu de son refus d'adhérer à la réserve posée par la ville (1827, 1828).

Forêts.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1870

20619/17

Forêts domaniales.

1843 - 1855

Forêts de Rodlambach et de Gondersberg.

Autorisation donnée à Louis Boh de cultiver pendant trois ans les terrains situés de chaque côté de la route royale n° 62 (1843).

Forêt de Boucholtz.

Renseignements fournis par le maire relatifs au droit d'usage de la ville consistant en un lieu de repos pour les bêtes à cornes (1835).

Décision de la direction générale des forêts gratifiant de 20F l'ouvrier faïencier Nicolas Kieffer et son épouse pour leur dévouement au cours de l'incendie du 9 avril 1854 (1855).

20619/18

Forêt communale indivise avec Neunkirch.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1870

Délits forestiers.

Autorisation donnée au receveur municipal de porter en non-valeur le montant des amendes prononcées contre cinq habitants de Neunkirchen et Foldersviller (1828, 1829).

Cessations de poursuites : remise accordée à Georges-Philippe Scheklin, adjudicataire d'une coupe dans le quart en réserve (avec extrait du jugement et affiche de 1831 relative à une vente et adjudication sur saisie mobilière de biens situés à Bérig, Harprich et Morhange (1834) ; décision de remise d'amende en faveur de Joseph Bickel de Neunkirch et de Michel Bernard de Neufgrange (1837) ; réduction de 30F à 10F de l'amende prononcée contre le journalier Guillaume Bouvel pour un délit de pêche commis dans la forêt (1839) ; approbations des délibérations renonçant aux réparations civiles : - dues par le boulanger Jean Pinck pour avoir introduit dans la coupe affouagère de 1857 une voiture attelée de deux chevaux non muselés (1858) ; - dues par Jean Schouller de Neunkirch, adjudicataire de la coupe de 1857, pour déficit de quatre modernes (1859).

Vacations forestières.

Approbation par l'inspecteur de l'enregistrement Lacroix de la réclamation du maire contestant le paiement de 188,41F pour les vacations exécutées en l'an X (1807).

Observations rejetant la réclamation du maire et l'autorisant à payer 131,51F à l'administration des domaines pour les vacations exécutées en 1828 (1829).

Carrières.

Autorisation donnée aux agents forestiers de délivrer une carrière de pierres en faveur de M. Utzschneider, entrepreneur des travaux de rectification de la côte de Sarreguemines (1845).

Extractions de sable : autorisation donnée aux ingénieurs chargés du service des travaux de construction du chemin de fer de Thionville à Niederbronn d'extraire du sable au canton Jungwald (avec plan des terrains à occuper pour le passage et l'extraction des matériaux, 1867) ; fixation du montant de la redevance due par l'entrepreneur Mathias Schmitt pour extraction de sable au canton Jungwald (1870).

Quart de réserve.

Lettre de transmission de l'arrêté autorisant la vente de 91,96 hectares (an XI).

Autorisations d'exploiter par économie des coupes extraordinaires autorisées entre 1843 et 1847 et restées invendues (concerne aussi l'autorisation de vendre les coupes affouagères de 1846 et 1847, 1843-1848).

Autorisation de faire exploiter par économie la coupe extraordinaire assise au canton Jungwald et restée invendue (1853).

Coupe extraordinaire de taillis sous futaie de 18,16 hectares : autorisations de faire exploiter par économie les deux lots restés invendus (1856, 1857) ; autorisation de faire reporter à l'automne l'exploitation du 2e lot (1857) ; autorisation de faire écorcer le 1er lot et d'en vendre le produit (1857).

Coupes affouagères.

Arrêté autorisant le maire à vendre la coupe (1811).

Autorisation donnée au maire de faire une remise de 3,92F aux sieurs Carniaux et Schaendorff, adjudicataires de la coupe, en raison des fagots manquants (1833).

Autorisation de vendre les produits mis hors de partage et restés invendus dans la coupe de 1840 (1841).

Autorisation d'exploiter par économie la coupe de nettoyage de 1861 dans le canton Kurtzwald (1862).

Taxations : arrêté rejetant la réclamation des sieurs Cartier et Nécesson, adjudicataires de la coupe de 1813, tendant à être dispensés de verser le décime pour franc au receveur de la ville (1814) ; instruction ordonnant au sous-préfet de faire délibérer le conseil municipal de Neunkirch sur le paiement de 3,54F pour solder le 20e dû sur la vente de la coupe de 1852 (1853).

Réunions de produits aux coupes : autorisation de réunir les produits provenant de l'élagage exécuté le long des propriétés du sieur Lamy de Neunkirch (1855) ; demande d'autorisation de réunir les produits provenant de l'ouverture de lignes pour le nouvel aménagement de la réserve dans les cantons dit de Grosswald et de Kurtzwald (1858) ; délibération du conseil municipal de Neunkirch proposant de réunir à la coupe de 1866 le bois des parties de la forêt à aliéner à la Compagnie des chemins de fer de l'est (1867).

Autorisations de vendre les produits des coupes (an X-1869).

Délivrance de produits forestiers.

Délibération approuvant les pétitions présentées par les frères Doupingier et par André Bour, meuniers à Steinbach, tendant à obtenir du bois de construction pour reconstruire leurs bâtiments détruits par l'inondation des 28 et 29 octobre 1824 (1825).

Bâtiments communaux.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1870

20619/19

Equipement.

1809 - 1866

Pompes à incendie.

Délivrance d'un mandat de remboursement de 707,01F pour solder les travaux de construction d'un magasin exécutés par le menuisier Louis Decker (avec procès-verbal de réception des travaux de construction d'un tribunal dans l'ancienne église conventuelle dont une pièce du rez-de-chaussée est destinée à servir de remise pour les pompes, 1809, 1810).

Achat de quatre pompes et équipement des sapeurs-pompiers : instructions autorisant la levée d'une imposition extraordinaire de 8304F en trois ans (1860) et approuvant le traité passé avec le mécanicien Simon de Saint-Dié (1861).

Autorisation d'acquérir un jardin appartenant au marchand quincaillier Théodore Bolay pour servir d'emplacement à la construction d'une remise (1866).

Dépenses relatives aux pompes à incendie et à l'éclairage urbain.

Autorisations de faire acquitter : - une somme de 407,25F sur le produit de la vente de la coupe affouagère pour solder les dépenses de réparations des pompes (1817) ; - une somme de 260F sur les fonds destinés aux dépenses extraordinaires pour solder l'excédent de la dépense de l'éclairage à l'huile (1817).

Eclairage urbain.

Autorisation d'acheter cinq réverbères et trois réflecteurs de l'invention de M. Bordier-Marcet (1827).

Approbation du traité passé avec les sieurs Roechling et Raupp de Sarrebruck pour l'éclairage au gaz pendant 50 ans (avec observations recommandant d'inclure les bâtiments départementaux, 1862).

Réparation du corps de garde de la place.

Autorisation de payer 300F pour solder les travaux exécutés pour agrandir le corps de garde et embellir la place (1828).

Horloge de la paroisse.

Autorisations : - de résilier, pour cause de négligence, le bail d'entretien de trois ans passé avec l'horloger Nicolas Becker (1828) ; - de payer 140F pour solder les dépenses de réparations exécutées par l'horloger Philippe Schmitt (1828).

Projet de construction d'une halle aux blés.

Approbation du projet rectifié dressé par l'architecte Schwartz et autorisation de faire exécuter les travaux par économie (1830).

Ameublement des écoles.

Autorisations : - d'acheter des livres, papier, nouveaux poids et mesures et autres objets nécessaires à l'enseignement mutuel dans l'école primaire (1834) ; - de payer 86,85F pour les travaux d'ameublement et de réparations exécutés par le menuisier Jean-Louis Blasius (1834) ; - de payer 260,35F pour les fournitures de chauffage et d'éclairage de la classe gratuite faites pendant l'hiver par le lampiste Bittlinger (1835).

Bureau du service télégraphique.

Approbation du bail de location d'une maison pour servir de local au service à établir à Sarreguemines et Forbach (1858).

20619/20

Entretien général.

Ouvrages de maçonnerie, menuiserie, serrurerie et autres à l'église et au presbytère.

Instruction relative aux pièces à fournir pour obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux (avec devis du conducteur des ponts et chaussées Adolphe Weylandt, 1806, 1807).

Instructions rejetant les réclamations du curé Verdet et du conseil de fabrique tendant à obtenir le remboursement d'avances faites pour réparer les édifices et l'autorisation d'exécuter de nouvelles réparations (avec devis de Weylandt et Boh, mémoire de dépenses de réparations du clocher et proposition d'établir un octroi, 1808, 1809).

Réponses aux observations du ministre de l'intérieur relative à la demande de réintégration de 1224F pour rembourser les avances faites par le curé et la fabrique (avec procès-verbaux d'adjudications des coupes de bois de l'an XII à l'an XIV, 1810).

Décision ministérielle ordonnant à la ville de payer la somme de 1224F sur les revenus ordinaires (1811).

Travaux de réparations de l'hôtel de ville et des écoles primaires et secondaire.

Avis favorable au projet dressé par l'architecte Veiland et à la demande d'autorisation d'adjuger les ouvrages (1809).

Etablissement d'un trottoir, achat et entretien d'un réverbère et réparation d'une pompe.

Autorisation d'employer 2698F restant sur le produit de la vente de la coupe affouagère pour construire un trottoir de chaque côté de la route royale dans la traverse de la rue de France, acquérir et entretenir un réverbère et réparer la pompe de la rue de la Montagne (1827, 1828).

Réparations du pavé d'une ruelle.

Autorisation de payer 219,56F à Louis Decker (1834).

20619/21

Edifices départementaux.

1808 - 1819

Sous-préfecture.

Lettre de transmission du procès-verbal d'adjudication des réparations (1819).

Tribunal de l'arrondissement.

Instruction du ministre de l'intérieur invitant à faire exécuter sur le champ les travaux nécessaires à la translation du tribunal (1808).

Nomination de l'ingénieur des ponts et chaussées Robin pour vérifier les ouvrages exécutés par l'entrepreneur Decker pour établir le tribunal (1810).

20619/22

Hôtel de ville.

1823 - 1858

Démolition de l'ancienne prison située dans la cour.

Autorisation de faire exécuter les travaux (avec transmission du procès-verbal de vente des matériaux, 1823, 1824).

Changements et constructions pour loger les pompes et améliorer l'administration de la justice.

Approbation du projet rectifié et autorisation d'adjuger les travaux (concerne aussi l'autorisation d'adjuger les travaux de réparations du tribunal, 1825, 1826).

Réception des travaux exécutés par les sieurs Vetzell et Decker sous la direction de Robin.

Avis favorable à la délibération approuvant la réception (1828).

Restauration et agrandissement.

Approbation du projet et procès-verbal d'adjudication des travaux en faveur de Charles Saint-Paul de Retonfey et Etienne Saint-Paul de Pange (avec plan de l'état actuel, 1857, 1858).

20619/22/1

Restauration et agrandissement de l'hôtel de ville.

Plan de l'état actuel de l'édifice dressé par l'architecte Charles Desgranges.

1857

20619/23

Abattoir.

1813 - 1870

Construction.

Observations ministérielles ordonnant la reconstitution du second projet présenté par Weyland (1813).

Approbations du projet et de l'adjudication des travaux en faveur du sieur Boh (avec rejet de la réclamation du propriétaire du moulin Thiébault de Hellimer, 1814).

Travaux d'élévation d'un étage.

Approbation du traité passé avec le sieur Herber (avec délibération de 1826, 1828).

Nouvelle construction.

Projet : autorisation d'établir un nouvel abattoir entre la rue du Bac et l'ancien mur des fortifications (avec plan des terrains à acquérir, enquête de commodo et incommodo et avis favorable du conseil d'hygiène et de salubrité publique, 1863, 1864) ; instructions portant observations sur le financement du projet et sur l'opposition de MM. Utzschneider et compagnie, propriétaires de la manufacture de faïence et du moulin dit de la Ville, au choix de l'emplacement projeté pour la construction (avec enquête publique, 1866) ; approbation avec réserves du projet dressé par l'architecte Charles Desgranges et autorisation d'adjuger les travaux (1867, 1868) ; approbation de la délibération fixant le montant de la taxe d'abattage (avec tarif des droits d'abattage, d'étable et d'écurie et état des frais annuels, 1868) ; approbation du règlement de police (avec avis du directeur des contributions indirectes sur la perception des droits d'octrois sur les bestiaux, 1868).

Exécution des travaux : autorisation de faire exécuter les travaux de fondations par économie afin de profiter du bâtardeau établi sur la Sarre par MM. Utzschneider et compagnie pour leur usine (1868) ; procès-verbal d'adjudication approuvé en faveur de Mathias Schmitt (1868) ; paiement d'un acompte à l'entrepreneur et de 177F au menuisier Allès (1870).

20619/23/1

Projet de construction d'un nouvel abattoir.

Plan des terrains à acquérir pour servir d'emplacement.

1863

20619/24

Maisons des pâtres.

1807

Travaux de réparations.

Arrêté autorisant l'exécution des ouvrages (1807).

20619/30

Plan de la ville de Sarreguemines.

Etablissements scolaires.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1866

20619/25

Ecoles communales.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1866

Réparations des écoles.

Note relative à l'autorisation d'exécuter des travaux donnée en l'an XII (s. d.).

Délivrance d'un mandat de remboursement de 8222,74F sur les fonds placés à la Caisse d'amortissement pour solder les ouvrages exécutés par le sieur Boh conformément à l'adjudication du 15 novembre 1808 (1809).

Lettre du sous-préfet demandant l'approbation des deux procès-verbaux d'adjudications des travaux de construction d'une salle d'école pour l'enseignement mutuel et des ouvrages urgents dans la maison du collège (1818).

Ecole des garçons.

Travaux de construction exécutés par les sieurs Wetzel et Blaise (concerne aussi des réparations à l'école des filles et l'équipement des pompiers) : autorisation de vendre les deux maisons dites des pâtres pour financer les travaux (1829, 1830) ; autorisation d'acquérir la mitoyenneté du pignon séparant la nouvelle école de la maison de Martin Barth (1832, 1833) ; autorisation d'ameubler la nouvelle école (concerne aussi les travaux exécutés à l'école des filles, 1833) ; autorisation de construire un four, une buanderie et une pierre-à-eau et de faire placer des stores aux fenêtres de la salle d'école du rez-de-chaussée (1833) ; instruction autorisant le paiement de 2500F à titre d'acompte à l'entrepreneur et approuvant le projet de demande de secours (1833) ; autorisation de payer 632,92F pour les réparations exécutées (concerne aussi l'école des filles et les pompes à incendie, 1833, 1834) ; autorisation de payer 53,95F pour les travaux supplémentaires exécutés par Vetzel (1833, 1834) ; approbation du vote d'un crédit de 463,21F pour solder les entrepreneurs Vetzel et Blasius (1834).

Projet de transfert de l'école primaire des garçons dans le collège : rapport du sous-préfet approuvant le projet (1854) ; observations du recteur d'académie relatif au projet approuvé (1854) ; approbation du projet dressé par Varin (avec plan des salles et des constructions projetées, 1856).

Rapport du sous-préfet sur la proposition du conseil municipal de construire une école sur un terrain dépendant du collège (concerne aussi la construction d'une sous-préfecture, 1866).

Ecole des filles.

Conversion du logement occupé par le sergent de police en école de filles : autorisation de faire exécuter les travaux de réparations pour permettre l'installation de deux soeurs de la Providence (an XIII).

Autorisations : - de payer 70,50F pour les travaux de recrépissage des murs exécutés par le sieur Vetzell (1833) ; - de faire exécuter par économie les travaux de réparations des murs du jardin (1834).

Agrandissement : approbations du projet rectifié dressé par Schwartz (1835) et du devis supplémentaire s'élevant à 1143,59F (1836).

Etablissement d'un dortoir et d'une chambre de décharge dans le grenier du bâtiment latéral : devis, adjudication et réception des travaux exécutés par Louis-Victor Decker (1847).

Appropriation de la salle d'asile.

Projet de nouvelle construction : renseignements fournis par le sous-préfet sur le projet d'échange de la cour des soeurs et de celle de la sous-préfecture appartenant au conseil général (1856) ; approbation du projet dressé par l'architecte Desgranges (avec réserve relative à l'emplacement des lieux d'aisances et rapport du sous-préfet sur la démolition du petit bâtiment séparant l'ancienne cour de service de la sous-préfecture de la cour de la maison Hanriot occupée par les soeurs, 1857) ; autorisation de placer les lieux d'aisances à l'extrémité du préau couvert à établir (1857).

Exécution des travaux : procès-verbal d'adjudication approuvé en faveur de Pierre Bour de Grosblierstroff (1857) ; autorisation de payer les 9/10e de la somme portée au devis pour la construction d'une salle d'asile (avec observations sur la modification du procès-verbal d'adjudication, 1859).

20619/26

Collège.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1855

Réparations et appropriation des bâtiments de l'ancien couvent des capucins.

Instruction autorisant la réunion extraordinaire du conseil municipal afin de délibérer sur les ouvrages et les réparations à faire dans la partie du couvent des capucins concédée pour l'appropriation à l'établissement d'une école secondaire et sur les moyens de financement (an XI).

Arrêté autorisant le paiement de 253,95F pour les réparations non prévues par le devis d'appropriation des bâtiments (an XIII).

Instruction autorisant la construction d'une autre cheminée dans la cuisine du bâtiment où se tient l'école secondaire (an XIII).

Agrandissement du bâtiment pour établir un pensionnat par construction d'un dortoir et d'un hangar.

Autorisation de faire exécuter les travaux d'après le projet dressé par l'architecte Georges Boh (avec devis, 1806).

Procès-verbaux : - d'adjudication des travaux à Antoine Boullian, directeur de l'établissement (1806) ; - de réception des ouvrages par le conducteur principal des ponts et chaussées Adolphe Weylandt (1807).

Délivrance de 3734F placés à la Caisse d'amortissement pour solder les ouvrages exécutés (1807).

Classement sans suite d'une demande renouvelée de fonds pour solder l'entrepreneur (1809).

Lettre du sous-préfet priant le préfet de donner son autorisation à l'exécution des travaux d'exhaussement d'un pavillon que se propose d'avancer un ouvrier (1810).

Etablissement du collège dans le château de Chamborand et transfert des écoles primaires dans l'ancien collège.

Projets : observations ministérielles (1813, 1814) ; instructions relatives à l'autorisation d'exploiter le quart en réserve pour financer le projet et celui de construction d'un abattoir (1814, 1815) ; autorisation ministérielle (1815, 1816).

Exécution des travaux : approbation du procès-verbal d'adjudication des travaux à faire dans l'ancien et le nouveau collège (avec copie de l'autorisation d'exploiter le quart en réserve de 1815, 1818) ; instruction relative au paiement de 638F à Decker pour les ouvrages exécutés dans l'ancien collège (1820) ; réception des travaux (1820).

Paiements sur les fonds placés au Trésor : rectification des erreurs de calculs relative aux sommes placées par Sarreguemines et Neunkirchen (avec réclamation du maire tendant à obtenir la réduction à 5% du prélèvement de 50% sur le produit de l'exploitation du quart en réserve, 1818) ; réintégration de 9462F pour payer des acomptes aux propriétaires du château et aux entrepreneurs Everlé et Nécesson (avec réponse à la réclamation du maire relative au faible montant de la somme délivrée, 1818) ; transmission de la réclamation du maire tendant à obtenir le remboursement de fonds et s'opposant au prélèvement de 50% sur le produit de la vente de la 1ère partie du quart en réserve (1819) ; autorisation de délivrer 11097F à la ville pour payer un acompte de 8013F aux propriétaires du château et une somme de 3084F pour solder les entrepreneurs (1819) ; délivrance de 2577,29F pour payer un nouvel acompte aux propriétaires (1819) ; réponse aux observations du maire de la ville relatives au décompte établi au 31 décembre 1818 (avec instruction demandant des pièces supplémentaires pour traiter la demande de réintégration de fonds présentée par Neunkirchen (avec décompte des sommes versées par le Trésor, 1819) ; instruction portant délivrance de deux mandats de remboursements de 11097F et 2577,29F (avec état du solde restant au Trésor, 1819) ; rectification d'un mandat de remboursement de 859,10F en faveur de Neunkirchen (1819) ; transmission des bordereaux de situations arrêtés au 31 décembre 1818 entre les communes de Sarreguemines et Neunkirchen et la Caisse des dépôts et consignations (1819) ; réintégration de 7774F pour les deux communes dont 6204F pour Sarreguemines (1820) ; instruction relative aux renseignements fournis par le maire à propos du paiement du prix d'acquisition du château (1821).

Travaux de réparations.

Autorisation de faire exécuter des travaux par économie pour réparer les dommages causés par un incendie (1834).

Appropriation d'une salle de dessin.
Autorisation de faire exécuter les ouvrages nécessaires (1843).

Etablissement d'une salle d'étude et d'un dortoir dans une dépendance.
Avis du recteur d'académie approuvant le projet (1854).

Exécution des travaux : rapport du sous-préfet approuvant la demande du maire tendant à obtenir l'autorisation de payer les fournitures et travaux exécutés par voie d'économie pour accueillir le nouveau principal Box remplaçant Depardieu (1854) ; instruction approuvant le procès-verbal d'adjudication des travaux régularisé (1854) ; procès-verbal de réception des travaux exécutés par François Cagnon (1855).

Edifices culturels.

1806 - 1867

20619/27

Culte protestant.

1842 - 1855

Construction d'un oratoire.
Adjudication, réception et paiement des travaux exécutés par l'entrepreneur de travaux publics Charles Utzschneider (avec devis dressé par A. Robin, 1842, 1843).

Etablissement d'un cimetière.
Instruction ordonnant au sous-préfet de faire exécuter la convention passée en 1845 pour fournir un emplacement aux protestants après l'inhumation de l'un d'entre eux dans le cimetière catholique (avec copie d'une lettre du sous-préfet adressée au curé Muller en 1845, 1852).

Avis de l'évêque approuvant l'arrêté du maire portant établissement d'un cimetière réservé au culte protestant (avec plan, 1853).

Etablissement d'une porte d'entrée et d'un mur de clôture : approbation du vote d'un crédit de 600F (avec lettre du maire renouvelant sa demande d'autorisation, 1854) ; rapport du sous-préfet sur les mesures budgétaires prises pour établir une porte d'entrée et une clôture et pour approprier le cimetière conformément à l'arrêté préfectoral du 8 avril 1850 (1855).

20619/27/1

Cimetière protestant.

Plan du cimetière catholique dont l'administration se propose d'approprier une partie pour cimetière des protestants, dressé par l'architecte A. Robin.

1853

20619/28

Eglise catholique.

1816 - 1867

Concession d'un terrain.
Instruction demandant au sous-préfet l'envoi de l'autorisation de céder un terrain situé derrière l'église à un marchand projetant d'y élever une boutique (avec réclamation du curé Verdet concernant aussi l'exemption de logement des gens de guerre, 1816).

Travaux d'appropriation.
Autorisation de démolir la partie du bâtiment adossé à l'église pour élargir la route nationale n° 61 et de construire un étage sur la partie restante afin d'agrandir le logement du sacristain (avec croquis et observations de l'agent voyer d'arrondissement Desgranges, 1848).

Restauration de la toiture et crépissage du clocher.
Observations du sous-préfet et approbation du projet dressé par l'architecte Schatz de Sarreguemines (avec devis de couverture en ardoise, 1866).

Procès-verbal d'adjudication des travaux en faveur de Léon-Louis Mohr de Strasbourg (1867).

20619/29

Cimetière catholique.

1806 - 1859

Projet d'acquisitions de terrains pour établir un nouveau cimetière.
Autorisation de faire estimer par Boh la parcelle qu'Albertus consent à céder (1806).

Instructions demandant la transmission de l'état des engagements et la situation financière pour examiner la demande d'autorisation d'achats de parcelles (1806).

Observations ministérielles sur le projet d'acquérir des terrains situés derrière les ruines de l'ancien magasin à fourrages appartenant à Frederich Albertus, Georges Boh et Etienne Carlier (1807).

Renseignements fournis au ministre sur de nouvelles observations (avec réclamation du curé Verdet relative à l'autorisation ministérielle, 1808).

Lettre de transmission du procès-verbal d'expertise des terrains des sieurs Boh et Carlier (1808).

Observations du nouveau ministre de l'intérieur demandant l'envoi de pièces (1808, 1809).

Projet d'agrandissement.

Observations du ministre de l'intérieur proposant de réunir le terrain du sieur Lagarde au cimetière au lieu d'acheter ceux appartenant aux sieurs Holtz et Schmidt (1829, 1830).

Nouvelles observations ministérielles proposant de recourir à l'expropriation (1830).

Commission d'expropriation : nominations comme membres des conseillers d'arrondissement Romphleur et Lacroix, de l'ingénieur Vingert et publication de la procédure notamment auprès des sieurs Holtz, Schmitt et de la veuve Allès (1830) ; délégation du juge d'instruction Roget pour remplacer Lacroix (1831).

Approbation par le conseil municipal des modifications apportées au projet d'acquisitions par l'ingénieur Wenger (1831).

Autorisation d'acquérir par voie d'expropriation les terrains appartenant à Louis Schmitt, Nicolas Holtz et à la veuve Allès (1831).

Instruction informant que le procès-verbal de la commission d'expropriation demandé par l'avoué de la ville est dans les bureaux du ministre du commerce et des travaux publics (1832).

Autorisation de payer 80F pour compléter le prix d'achat du terrain de la veuve Allès (1833).

Approbation du vote d'un crédit supplémentaire de 600F pour financer les acquisitions immobilières et la construction du mur d'enceinte (1833).

Restauration des murs.

Adjudication, réception et paiement des travaux exécutés par l'entrepreneur Louis Decker (avec copie du devis dressé par Schwartz, 1842, 1843).

Agrandissement et assainissement.

Détails estimatifs et devis du projet dressé par l'architecte Auguste Robin de Sarreguemines pour la construction d'un conduit souterrain et pour l'agrandissement (1850, 1851).

Acquisitions foncières : autorisation d'acheter les trois terrains appartenant au peintre en bâtiment Joseph Everlé, à Barbe Bichelberger, veuve du charcutier Michel Hergott père, et à Madeleine Lagarde, épouse du maréchal-ferrant Georges Mayer (avec avis de la commission d'hygiène et de salubrité de l'arrondissement et lettre du maire relative à une souscription volontaire, 1850-1852) ; approbation des actes d'acquisitions (avec jugement affranchissant de sa curatelle l'ancien militaire et charcutier Michel Hergotte fils, 1852, 1853).

Exécution des travaux : approbation de l'adjudication des travaux et paiements d'acomptes à l'entrepreneur Victor Decker (avec procès-verbal de réception provisoire et rapport sur le choix de l'adjudicataire, 1852) ; approbation d'un devis supplémentaire ; (1852) ; autorisation de payer le solde dû à Decker (1853).

Construction d'une maison pour le gardien.

Approbation du procès-verbal d'adjudication des travaux en faveur de Georges Schmitt (1856).

Concessions.

Instruction ordonnant au sous-préfet de transmettre au procureur impérial la plainte de Marie-Thérèse Guerber, veuve Traschler de Puttelange, relative à la profanation d'une sépulture (1859).

Autorisations de concessions à perpétuité en faveur : - du président du tribunal Adam pour feu madame Adam (1834, 1835) ; - de la veuve Klein née Grisse pour feu son mari Michel Klein (1835, 1836) ; - d'Albert Tardy pour y établir un monument à la mémoire de sa défunte épouse (1845) ; - de Barbe Utschneider née Hager pour élever un monument à la mémoire de son mari François-Paul (avec lettre d'A. de Geiger, 1845, 1846) ; - du sous-inspecteur des douanes Giovanelli de Dunkerque pour feu son épouse (1847) ; - de Théodore Fabry pour feu son épouse Gertrude Mathieu (1851) ; - de Marie-Elisabeth Schmitt, veuve du président du tribunal de 1ère instance Pierre Lallemand, pour son défunt mari, feu son père le négociant Frédéric-Charles Schmitt et feu son fils le conseiller à la cour d'appel de Nancy Charles Lallemand (1852) ; - de la demoiselle Marguerite Bichelberger et du capitaine de cavalerie retraité Jean-Auguste de Vrigny pour leur père et gendre feu le chef de bataillon retraité Joseph Pécheur (1853) ; - de Sophie-Olimpe Varlet, épouse du juge honoraire Etienne Thilloy, et du directeur des affaires de commerce du royaume de Belgique à Bruxelles Louis-Charles-Fortuné Varlet, pour feu leur père l'inspecteur des douanes retraité Louis-Robert Varlet (1854) ; - de M. Barrault, sous-préfet de l'arrondissement de Joigny dans l'Yonne, pour feu son père le receveur particulier des finances de l'arrondissement Nicolas-Adolphe Barrault (1854) ; - de la rentière Anne-Marie-Jeanne-Catherine Albert, veuve de Valentin Steiner, pour feu son époux (1854) ; - de la rentière la demoiselle Cécile Besson pour feu sa mère la rentière Marie-Anne-Elisabeth Binger, veuve de Gaspard Besson (1854) ; - du juge honoraire Etienne Thilloy et de son épouse Sophie-Olimpe Varlet pour feu leur fille Rosalie-Louisa Thilloy (1856).